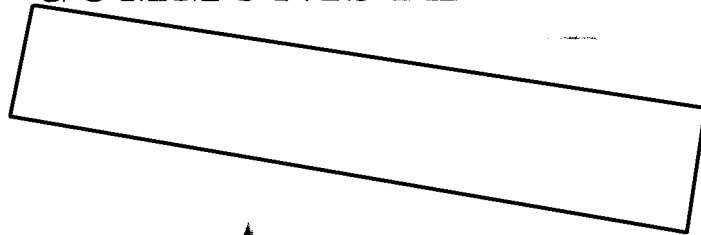


Approved For Release 2006/12/11 : CIA-RDP83-00415R007200140014-1
INTELLOFAX 24

BORIS ZIHERL

DE LA MORALE COMMUNISTE



LE LIVRE YOUGOSLAVE
1950

25X1

Approved For Release 2006/12/11 : CIA-RDP83-00415R007200140014-1

**DE LA MORALE
COMMUNISTE**

Approved For Release 2006/12/11 : CIA-RDP83-00415R007200140014-1

Approved For Release 2006/12/11 : CIA-RDP83-00415R007200140014-1

La campagne furibonde menée contre notre Parti et contre nos peuples par les inspireurs et les adeptes de la Résolution du Kominform-bureau, cette campagne, dans laquelle sont tenus pour licites tous les moyens quels qu'ils soient, a profondément révolté le sens moral de nos masses populaires. Participant on ne peut plus directement à l'édification du socialisme qui est en train de s'accomplir dans notre pays, les travailleurs de Yougoslavie sentent, on ne peut plus directement aussi, qu'il s'agit dans cette campagne d'une violation des règles de conduite devant présider aux rapports entre les hommes, telles qu'elles se sont développées et établies au cours de la lutte séculaire des masses laborieuses contre les oppresseurs et les exploiters, contre le mensonge, l'hypocrisie et la félonie des classes réactionnaires.

Si toute cette campagne a abouti à un échec dans les larges masses laborieuses de nos peuples, la cause en doit être cherchée avant tout dans le sens de la vérité, de la justice et de l'honnêteté qui est propre

Approved For Release 2006/12/11 : CIA-RDP83-00415R007200140014-1

Approved For Release 2006/12/11 : CIA-RDP83-00415R007200140014-1

à tous les travailleurs, et qui chez nous a trouvé sa pleine expression grâce au fait que notre peuple laborieux a toute possibilité de confronter, constamment et sur place, les mensonges et les calomnies avec la vivante réalité de son pays.

Il est tout à fait naturel que, de plus en plus, les travailleurs de notre pays se posent les questions suivantes : Comment les moyens et les procédés monstrueux auxquels recourent, à l'égard de notre pays, les directions du Parti et de l'Etat dans les pays du Kominform peuvent-ils se concilier avec les principes de la morale communiste, avec les intérêts, le but et les objectifs du mouvement ouvrier révolutionnaire ? Quels sont, au fait, les principes d'une morale communiste ? Qu'est-ce qui, d'après ces principes, est moral, qu'est-ce qui est immoral ? Comment ce problème a-t-il été posé par les classiques du marxisme-léninisme ?

Approved For Release 2006/12/11 : CIA-RDP83-00415R007200140014-1

I

Quand on parle de morale, on entend par là certaines règles de conduite imposées aux hommes, tant dans les rapports mutuels des individus, que dans leurs rapports avec la communauté, avec la société. Le concept de morale englobe aussi l'appréciation de cette conduite, le jugement des actes humains, leur qualification comme moraux ou immoraux.

La morale ne s'impose pas à la société du dehors, comme quelque chose d'éternel et d'absolu, de déterminé et de sanctifié par un dieu. Elle est l'un des aspects de la conscience sociale reflétant l'être social, et elle est indissolublement liée aux autres aspects de cette conscience, aux représentations religieuses, aux notions juridiques, aux conceptions philosophiques, etc. Ce qu'elle exprime de la manière qui lui est propre, ce sont des rapports sociaux déterminés.

Tant que la société est divisée en classes, il ne peut exister une morale unique, universelle, valable pour toujours, partout et pour chacun. Le grand philosophe grec Aristote montrait déjà que le concept

Approved For Release 2006/12/11 : CIA-RDP83-00415R007200140014-1

du bien et de la félicité est créé par les hommes en harmonie avec la vie qu'ils mènent. Chaque classe s'efforce de mettre autant que possible en vigueur, dans la société, des règles de conduite qui contribuent au renforcement de ses positions de classe. Toute classe dominante s'efforce d'imposer, par tous les moyens d'influence spirituelle et idéologique, ses propres conceptions morales aux classes opprimées, de maintenir en elles des préjugés moraux surannés et, de les empêcher de former leur propre morale, plus conforme à leurs rapports sociaux, plus évoluée. La morale des classes opprimées se forme dans la lutte contre les classes qui les oppriment et les exploitent, dans le mouvement révolutionnaire qui tend vers le renversement du vieil ordre social et l'instauration d'un ordre nouveau.

Dès ses premières œuvres, et en particulier dans son « Idéologie allemande », Marx a soumis à la critique diverses théories morales, avant tout la morale individualiste et utilitariste de la bourgeoisie, qui juge tous les rapports dans la société du point de vue de leurs avantages pour l'individu (1). Engels a développé, dans sa critique des théories morales bourgeoises et petites-bourgeoises de Kant et Feuerbach, une théorie marxiste de la morale. Dans son « Anti-Düring » il a mis en lumière les principaux moments qui doivent, en cette matière, être pris en considération :

(1) Œuvres de Marx et Engels, édition russe, tome IV, pages 395-401 et 404-407.

Approved For Release 2006/12/11 : CIA-RDP83-00415R007200140014-1

premièrement, le caractère de classe de la morale; deuxièmement, le problème de ce qu'ont de commun les différentes théories morales; troisièmement, le développement progressif de la morale; et, quatrièmement les perspectives de la formation d'une morale universelle, valable pour tous les hommes, dans la société sans classes de l'avenir.

Parlant du caractère de classe de la morale, Engels insiste sur le fait que

« toute théorie morale a été jusqu'ici le produit, en dernière analyse, de l'état économique de la société à l'époque correspondante. Et comme la société s'est toujours mue jusqu'ici dans des antagonismes de classe, la morale a toujours été une morale de classe; ou bien elle a justifié la domination et les intérêts de la classe dominante, ou bien elle a représenté, dès que la classe opprimée devenait assez puissante, la révolte contre cette domination et les intérêts d'avenir des opprimés ». (2)

Engels montre ensuite que dans la société bourgeoise — et cela est encore valable, dans l'ensemble, pour notre époque — il coexiste trois morales : la morale chrétienne féodale, la morale bourgeoise moderne et la morale prolétarienne. Toutes trois sont appliquées simultanément et concurremment. Et à côté des différences profondes et de principe qui

(2) Engels, « Anti-Düring », Ed. Costes, tome I, p. 136.

séparent ces trois morales, existent, inévitablement, certains traits communs :

« Ces trois théories morales... représentent trois degrés différents d'une même évolution historique; elles ont par conséquent un substrat historique commun, et par là, nécessairement, bien des traits communs. Bien plus : les théories morales qui correspondent à des degrés identiques ou approximativement identiques de l'évolution économique doivent nécessairement s'accorder plus ou moins. » (3)

La morale féodale et bourgeoise, ainsi que la morale, plus ancienne encore, de la société fondée sur l'esclavage, ont ceci de commun que, toutes, elles fixent les règles de conduite des hommes dans les conditions de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'asservissement et de l'oppression d'un pays et d'un peuple par les couches dominantes d'un autre pays. Toutes ces théories morales, sous les diverses formes concrètes qu'elles ont prises dans l'histoire, impliquent une approbation tacite de l'exploitation et de l'oppression des masses laborieuses, de l'inégalité des sexes, des races, des peuples. D'autre part, la vieille norme morale « Tu ne voleras pas », pour prendre un exemple, est valable dans toutes les formations sociales où existe la propriété privée des biens meubles, et dans le so

(3) Id.

cialisme, dans le cadre de la lutte pour la sauvegarde de la propriété socialiste, communautaire, cette même norme s'exprime dans une répression particulièrement rigoureuse des crimes anti-sociaux contre la propriété. Néanmoins cette norme deviendra superflue et dépourvue de sens dans la société communiste, où seront supprimés jusqu'aux derniers motifs de vol, et où sera réalisé le principe « chacun selon ses possibilités et ses capacités, à chacun selon ses besoins ».

L'histoire de l'époque contemporaine nous montre que certaines théories morales qui, déjà, à un moment donné, avaient été rejetées comme périmées et nuisibles au progrès, revivent derechef et redeviennent nécessaires, et cela même précisément pour les classes qui, dans leur jeunesse, avaient lutté contre elles et qui dans leur vieillesse, dans la période de leur décomposition et de leur déclin, les adoptent à nouveau. La morale bourgeoise contemporaine, et surtout la morale des éléments les plus réactionnaires et les plus agressifs de la bourgeoisie, disons la morale fasciste et raciste, est comme un spectre portant les traits les plus répugnants de la morale esclavagiste et de la morale médiévale, féodale et jésuite.

Mais si une classe en voie de déchéance subit une profonde régression morale, la morale nouvelle, et supérieure, de la classe qui vient pour prendre la relève de l'ancienne, reflète un progrès moral général. La formation sociale féodale constitue un progrès sur l'ordre social fondé sur l'esclavage, le capitalisme

constitue un progrès sur le féodalisme, et le socialisme fait réaliser un énorme saut en avant à l'ordre social créé par la société bourgeoise. De même, les changements de la conscience sociale en général, et tout particulièrement des conceptions morales s'accomplissent dans le sens d'une évolution positive incessante, dans le sens d'un continuel perfectionnement, d'un continuel enrichissement.

L'instauration révolutionnaire d'un ordre nouveau ne signifie pas l'abolition de l'ancien « sans reliquat », mais son abolition dialectique. Lénine souligne :

« Ce qui est caractéristique et essentiel dans la dialectique, ce n'est pas la négation pure et simple, la négation stérile, la négation *sceptique*, l'hésitation, le doute — bien que la dialectique implique certainement en soi un élément de négation, qui est même son élément le plus important, — non, mais bien la négation comme moteur de liaison, comme moteur d'évolution, avec conservation de ce qui est positif, c'est-à-dire sans aucune hésitation, sans aucun éclectisme » (4).

Il en est de même du problème de la morale.

La relève des formations sociales et économiques s'accomplit sous le signe de la lutte révolutionnaire que mènent les masses laborieuses, sous la conduite des classes les plus progressives. Dans la période de

(4) Lénine, Cahiers philosophiques, Moscou 1947 (en russe), p. 197.

destruction révolutionnaire de l'ordre ancien, et d'instauration de l'ordre nouveau, dans la période d'ascension d'une classe nouvelle, qui marque en même temps un essor de plus en plus vaste des masses populaires, sont créées les valeurs politiques et morales les plus positives de l'ordre social qui vient remplacer l'ancien, ses valeurs les plus durables dont, au moment de la négation dialectique de ce même ordre social, on conserve le plus, comme héritage culturel du passé.

Prenons pour exemple le développement de la notion morale de dignité humaine. Dans le système esclavagiste, les esclaves, qui constituent souvent l'énorme majorité de la population dans la cité antique, sont considérés comme de simples *instrumenta vocalia*, des « outils qui parlent »; et on les traite comme des outils, comme des bêtes de somme que le maître peut détruire à son gré. Dans le monde féodal l'homme n'est plus assimilé à un instrument ou aux animaux. Les notions morales de dignité humaine s'élèvent à un degré supérieur, mais l'homme reste quand même, un objet d'achat et de vente. Les cultivateurs sont vendus et achetés en même temps que la terre. Néanmoins, les hommes sont considérés comme égaux au moins « devant Dieu », en tant qu'« enfants de Dieu ». Le progrès des conceptions morales ne résulte pas seulement directement du fait que dans le système féodal, à côté de la propriété féodale, existe aussi la propriété individuelle du paysan; les nouvelles conceptions morales se ratta-

chent aussi à une pensée sociale qui est l'expression des aspirations des masses populaires opprimées et exploitées pendant la période de crise et de décomposition du monde antique. La naissance du monde bourgeois, dont la base et le point de départ sont la production marchande, le morcellement de la société en une multitude de producteurs individuels,, amène l'idéal éthique humaniste de l'égalité de principe de tout ce qui porte visage humain. La nature a fait tous les hommes égaux : ce ne sont pas la naissance et les privilèges féodaux, mais les capacités réelles de l'individu qui déterminent sa position sociale — telle est l'idée qui résumait les aspirations anti-féodales du Tiers Etat. Les conceptions profondément humanistes de la paysannerie de ce temps-là se reflètent dans la fameuse question des fermiers anglais en révolte : « Quand Adam labourait et qu'Eve filait, où était alors le noble ? ». L'idéal humaniste de l'égalité des êtres humains était créé et ne cessa plus d'exercer son action révolutionnaire même par delà les cadres de l'ordre social bourgeois. Et la morale prolétarienne, communiste, qui vient à la relève de la morale bourgeoise et qui constitue sa négation dialectique, tend à la réalisation de plus en plus complète de l'idéal d'égalité des êtres humains. Mais cette morale s'édifie au fort de la lutte de l'avant-garde prolétarienne révolutionnaire contre les excroissances négatives de l'humanisme classique, contre la justification de l'exploitation et de l'oppression sous le couvert de la « liberté de la personne humaine ».

contre l'individualisme bourgeois et toutes ses conséquences monstrueuses. La notion de dignité humaine s'élève, dans les conceptions morales des communistes, à ce degré où toute exploitation de l'homme et toute oppression d'une nation sont tenues pour des atteintes à cette dignité et pour contraires à la morale. Le communiste cultive dans les larges masses laborieuses le sentiment de la solidarité des exploités et des opprimés, et un sens élevé de l'organisation et de la discipline consciente. Solidarité, sens de l'organisation et sens de la discipline — ce sont là trois qualités que l'on peut appeler qualités typiquement prolétariennes, car c'est dans le prolétariat, grâce à sa place dans le processus social de la production, grâce à sa concentration dans de grosses entreprises et grâce à tout ce qui le lie aux acquisitions techniques les plus avancées de l'humanité, qu'elles se sont développées à un degré infiniment plus grand que dans n'importe quelle autre classe du passé ou du présent. Ces qualités typiquement prolétariennes imprègnent de plus en plus même les militants non prolétariens des mouvements dans lesquels le prolétariat a assumé le rôle de direction, et qu'il a marqués de son empreinte. Un des meilleurs exemples qu'on puisse fournir de cette constatation est le Mouvement de Libération Nationale en Yougoslavie. La morale qui a prévalu dans ce mouvement, et qui prévaut et se développe aussi dans le processus d'édification socialiste dans ce pays, est la morale de l'avant-garde prolétarienne qui en a pris la tête; la morale communiste. C'est ce qui dans une

grande mesure peut rendre compte des succès qu'ont remportés les travailleurs yougoslaves, et qu'ils remportent encore dans leur lutte pour le socialisme. Au temps où la déformation et la dénaturation du récent passé yougoslave ne figuraient pas encore parmi les tâches fondamentales des historiens, philosophes, publicistes et journalistes soviétiques, ce fait trouvait, même auprès d'eux, quelque reconnaissance. C'est ainsi qu'en 1946 le professeur Baskine, dans une conférence sur la morale comme aspect de la conscience sociale, appréciait très correctement les qualités morales des partisans yougoslaves et leur participation à la Deuxième Guerre Mondiale :

« La morale communiste, c'est la morale des combattants de l'Armée Rouge qui ont libéré de la vermine fasciste non seulement le peuple soviétique, mais aussi les peuples des autres pays, les Polonais, les Tchèques, les Norvégiens, les Bulgares, etc. La morale communiste, c'est la morale des partisans yougoslaves qui, ensemble avec la victorieuse Armée Rouge, libéraient des envahisseurs fascistes non seulement la Yougoslavie, mais tous les Européens épris de liberté » (5).

Toute abolition révolutionnaire de l'ordre ancien et toute instauration d'un ordre nouveau sont en

(5) Professeur M. P. Baskine, « la Morale comme aspect de la Conscience sociale », compte rendu sténographique d'une conférence faite à l'Ecole supérieure du Parti près le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., Moscou 1946, p. 17-18.

même temps une lutte entre le mensonge et la vérité au sens le plus profond de ces mots, une lutte entre ce qui est périmé et devient de plus en plus faux et ce qui grandit et se confirme de plus en plus dans sa véracité. C'est justement dans la lutte séculaire *des masses laborieuses* contre le mensonge historique, contre la réaction, que se développent les valeurs qui trouvent toujours dans le peuple la plus haute appréciation, comme par exemple l'amour de la vérité, le désintéressement, l'honnêteté et la fidélité aux engagements assumés, la solidarité, la constance, la droiture, le courage et la persévérance dans la lutte pour la cause du peuple. Ces qualités morales s'opposent, dans la conscience et le sentiment des masses laborieuses, aux moyens et procédés auxquels recourent les classes réactionnaires pour sauvegarder leurs privilèges de classe surannés, et dont elles s'efforcent d'infecter le plus possible les classes et les peuples qu'elles oppriment.

Le prolétariat est le représentant de la tendance historique de l'évolution, qui va vers la liquidation des classes en général; il est la première classe qui se donne consciemment pour but l'instauration d'une société sans classes. C'est pourquoi dans son évolution — à la différence des anciennes classes dominantes — il n'y a pas, en fait, de ligne descendante; il est la classe dirigeante dans la lutte pour la liquidation de l'exploitation de l'homme par l'homme et de l'oppression d'un peuple par un autre peuple, dans le processus d'édification de la société sans classes. Indissolu-

blement lié aux autres masses du peuple travailleur il est le créateur des valeurs morales et politiques les plus durables. Mieux encore, c'est lui qui recueille de la façon la plus large et la plus complète l'héritage culturel du passé et le transmet aux générations futures, en créant les conditions pour la réalisation des aspirations les plus généreuses des générations passées, pour la formation de la morale véritablement universelle et humaine au sens le plus complet du mot, de la morale d'une société sans classes.

Les acquisitions morales des luttes séculaires pour le progrès constituent les éléments fondamentaux de la future morale de toute l'humanité, et c'est pourquoi les classiques du marxisme-léninisme les opposent fréquemment à la morale régnante des classes réactionnaires, en les désignant sous les noms de « morale commune » (6), de « simples lois de la morale et de la justice » (7), de « règles élémentaires de la vie en société, connues depuis des siècles » (8), de « morale humaine » (9), etc.

Engels dans l'« Anti-Düring » pose dans les termes suivants la question du développement progressif de

(6) Voir l'article de Marx et Engels sur la situation en Angleterre, publié dans le « New-York Daily Tribune » du 16 septembre 1853, Œuvres (en russe), tome IX, p. 202.

(7) Voir l'Adresse Inaugurale de l'Association Ouvrière Internationale de 1864, écrite par Marx, Œuvres choisies de Marx et Engels (en russe), 1948, t. I, p. 343.

(8) Lénine, « L'Etat et la Révolution », p. 82.

(9) Staline, « Questions du Léninisme », t. II, p. 272.

la morale et de la formation de la morale humaine de l'avenir :

« Le passé, le présent et l'avenir fournissent déjà trois grands groupes de théories morales qui sont en vigueur simultanément et concurremment. Quelle est la vraie ? Aucune dans le sens d'une vérité absolument définitive. Mais à coup sûr, la morale qui contient le plus d'éléments durables, c'est celle qui dans le présent représente le renversement du présent, qui exprime l'avenir : c'est la morale prolétarienne...

« ...Qu'avec cela (à l'occasion du remplacement d'un ordre social par un nouvel ordre social supérieur. — B.Z.), dans l'ensemble, il se soit réalisé un progrès de la morale, comme de toutes les autres branches de la connaissance humaine, il n'y a pas de doute. Mais nous n'avons pas encore dépassé la morale de classe. Une morale vraiment humaine, supérieure aux antagonismes de classe et à leur survivance, ne sera possible que dans une société qui aura non seulement dépassé, mais encore oublié pour la pratique de la vie l'opposition des classes » (10).

Tout en montrant que la vérité des diverses théories morales est relative, Engels se défend de tout relativisme moral. Chaque classe élabore ses propres règles de conduite. C'est exact. Mais considérées du

(10) Engels, « Anti-Düring », t. I, p. 134-136.

point de vue de l'évolution progressive de l'histoire, toutes ces règles de conduite, dans leur diversité, n'ont pas une valeur égale. Au contraire, à une période historique donnée, la plus grande valeur *objective* appartient à la théorie morale qui — étant donné qu'elle est elle-même l'expression des tendances progressives de l'évolution sociale — contribue le plus, par son action sur les masses populaires, sur les classes et sur les individus, à la transformation des tendances intrinsèques de l'évolution en réalité, à l'abolition de l'ordre ancien et à l'instauration du nouveau. Par conséquent, la plus grande valeur objective revient à la morale de la classe qui par sa lutte tend consciemment à la suppression de toutes classes, et par là même à l'abolition des morales différentes selon les classes et à la formation d'une morale unique, universellement humaine.

La conception d'Engels de la relativité des normes morales n'exclut pas la reconnaissance d'éléments d'absolu dans le processus infini de relèves des théories morales. Et c'est tout à fait naturel. La morale est, comme nous l'avons dit, l'une des formes de la conscience sociale, c'est-à-dire l'une des formes par lesquelles l'être social se reflète dans la connaissance humaine. Et c'est pour cela que dans son développement nous trouvons l'unité dialectique du relatif et de l'absolu. L'homme progresse par une série infinie de vérités relatives vers la connaissance absolue de l'être, du monde extérieur objectif et des lois qui le régissent, vers la vérité absolue qu'il n'at-

teindra jamais dans toute sa plénitude. De la même façon, chaque théorie morale, relative, historiquement conditionnée, contribue à l'édification de la morale universellement humaine de l'avenir, qui à son tour ne constituera pas quelque chose d'achevé, de donné une fois pour toutes, d'absolument définitif, mais continuera de se développer et de se perfectionner tant qu'il y aura un genre humain. Dans toute théorie morale relative il y a par conséquent un élément, et un élément de plus en plus considérable, d'universellement humain, et *dans ce sens* un élément d'absolu. Il ressort clairement de tout ce que nous avons dit que la morale qui contient en elle le plus d'éléments d'absolu, d'universellement humain, est la morale du prolétariat, la morale communiste. L'unité dialectique du relatif et de l'absolu dans la morale découle d'ailleurs aussi de la thèse déjà citée d'Engels d'après laquelle les différentes théories morales représentent les différents degrés « d'un même développement historique, et ont par conséquent un arrière plan historique commun ». C'est seulement dans le sens de cette unité qu'on peut interpréter les expressions citées plus haut des classiques du marxisme-léninisme, invoquant une morale universellement humaine.

Le problème de la valeur objective et absolue *maxima* de la morale prolétarienne est inséparable du problème de sa base scientifique. C'est en cela que la théorie morale du prolétariat se différencie le plus des théories morales qui l'ont précédée.

Aucune des théories humanistes antérieures, qui prêchaient une morale universellement humaine et qui étaient, pour leur temps, non seulement progressives mais mêmes révolutionnaires, n'a trouvé dans la réalité concrète de la société de classes, une base à sa réalisation. La pensée des plus grands idéologues de la révolution démocratique bourgeoise a créé, comme nous l'avons déjà vu plus haut, l'idéal éthique de l'égalité de tous les êtres humains, mais la réalité bourgeoise de la lutte sans merci des classes ne pouvait pas doter cet idéal d'un contenu réel et d'une force vitale. Toutes les anciennes théories humanistes avaient, de la sorte, un caractère *utopique*. Même lorsque, après le renversement de l'ordre social périmé et l'établissement de nouveaux rapports d'exploitation, ces théories furent *formellement* érigées en principes fondamentaux des rapports entre hommes et entre peuples (ce que la nouvelle classe au pouvoir, au moins au commencement de sa domination, regardait comme conforme à ses fins), elles restaient pratiquement stériles. Dès lors qu'on affectait de ne pas voir les nouveaux et vastes conflits sociaux pour prêcher « l'amour universel » entre exploiters et exploités, ces théories n'étaient plus que de creuses abstractions, et même pis, un moyen d'abuser et d'asservir davantage les masses laborieuses.

L'idéal éthique communiste de notre temps : former des hommes qui réaliseront des rapports vraiment humains dans la société, repose sur une connaissance

scientifique des tendances intrinsèques de l'évolution sociale. Cet idéal a une base concrète pour sa réalisation dans le stade actuel de développement des forces productives qui exige la destruction des rapports de production fondés sur l'exploitation de l'homme par l'homme et le passage des moyens de production aux mains de la société, l'abolition de toute société fondée sur les classes et l'édification d'une société sans classes. A la tête de ce processus historique se trouve le prolétariat, la classe la plus progressive de la société contemporaine, autour de laquelle se rassemblent toutes les autres couches du peuple travailleur. L'idéal éthique communiste, l'idéal du prolétariat, est par conséquent un idéal éthique *scientifiquement* fondé.

Les constructeurs de la société sans classes se forment au cours de la lutte pour la liquidation du dernier ordre social fondé sur l'exploitation — de l'ordre capitaliste — et pour la victoire du socialisme et du communisme. Le rôle décisif dans cette lutte incombe à l'avant-garde de la classe ouvrière, au parti communiste, qui réunit dans ses rangs les éléments les plus conscients et les plus révolutionnaires de toutes les couches du peuple laborieux, et avant tout de la classe ouvrière elle-même. Les communistes dirigent une lutte dont le but final est l'édification d'une société communiste sans classes et, par cela même, la création d'une morale universellement humaine et de rapports véritablement humains dans une société où les hommes seront les uns pour les autres réellement et seulement

Approved For Release 2006/12/11 : CIA-RDP83-00415R007200140014-1

des hommes, ayant des droits égaux et des devoirs égaux, et non des sujets ou des objets d'exploitation et d'oppression. C'est pourquoi le comportement des communistes, aussi bien des individus que des partis entiers et de leurs dirigeants, leur conduite dans les situations les plus diverses, l'exemple qu'ils donnent, bref, leur activité pratique, sont l'un des facteurs les plus importants, sinon même le plus important, de l'éducation des larges masses travailleuses dans l'esprit de la morale communiste. Cela vaut tout particulièrement pour les communistes des pays où le pouvoir du capital est déjà renversé, et qui ont entrepris l'édification d'une société socialiste, ou l'ont même déjà édifiée. Ces pays-là servent, aux hommes et aux peuples opprimés et exploités du monde entier, d'exemple à ce que seront leurs propres lendemains.

Approved For Release 2006/12/11 : CIA-RDP83-00415R007200140014-1

II

En prenant pour base tout ce que nous venons de dire sur le rôle social de la morale en général et sur le développement dialectique des normes morales à travers l'histoire, nous pouvons maintenant déterminer de plus près ce qu'est, en fait, la morale communiste, et passer à l'examen de la question que nous avons posée dans notre introduction : comment la monstrueuse campagne anti-yougoslave que mènent les états-majors politiques des pays du Kominform peut-elle se concilier avec les principes de la morale communiste ?

Parlant de la morale communiste, Lénine, en 1920, au III^e Congrès de l'Union Communiste de la Jeunesse de Russie, indiquait ainsi son rôle social :

« La morale, c'est ce qui sert à la destruction de la vieille société d'exploitation et à l'union de tous les travailleurs autour du prolétariat édifiant la nouvelle société communiste... La morale sert à élever la société humaine plus haut, à la débarrasser de l'exploitation du travail. »

Un communiste doit par conséquent considérer comme moraux les actes qui contribuent à la victoire du prolétariat et de tout le peuple laborieux sur les dernières classes exploiteuses, tant à la ville qu'à la campagne. Les règles de conduite d'un communiste, ce sont avant tout les règles de conduite d'un combattant pour la liquidation de l'ordre social capitaliste, pour le socialisme, pour une société sans classe.

Quand nous parlons de la conduite, du comportement d'un homme envers un autre homme, nous entendons aussi par là les moyens de toute sorte dont il use pour atteindre son but.

Parmi ceux qui se sont prononcés pour la malheureuse Résolution de Bucarest, bien qu'ils aperçussent à l'évidence le profond abîme qui béait entre la réalité yougoslave d'aujourd'hui et les assertions de nos « critiques », ce que nous trouvons le plus souvent, ce sont des hommes qui justifient tous les moyens, même les plus vils, utilisés par la campagne kominformiste, par les buts élevés qu'elle est censée servir.

La question se pose : relèvent-ils aussi d'un jugement moral, les moyens dont un homme se sert afin d'atteindre un but déterminé ? Est-ce à dire que la poursuite d'un but permet tous les moyens à partir du moment où l'intention qui les fait employer est proclamée juste et sainte ? Est-ce à dire que les moyens sont indépendants du but et de l'intention, ce qui implique que le caractère du but n'a aucun rapport avec celui des moyens ? Est-ce à dire que l'éthique

communiste se ramène à de simples et toutes *techniques* règles de conduite, utiles au communisme, et par suite cesse complètement, en fait, d'être une éthique, comme l'affirmait Boukharine dans sa « Théorie du matérialisme historique » ?

L'histoire des théories éthiques ou morales a rendu célèbre la devise des Jésuites : *Omnia ad maiorem Dei gloriam* — « Tout pour la plus grande gloire de Dieu », que le Jésuite espagnol Escobar y Mendoza a exprimé, au dix-septième siècle, plus simplement dans l'axiome: « La fin justifie les moyens ». Cet axiome est devenu la base de ce qu'on appelle la morale cléricale. C'est aussi de ce principe que part, en fait, de notre temps, le pragmatisme éthique bourgeois, qui apprécie tout acte, même le plus vil, sous l'angle de son utilité dans la lutte de concurrence, soit entre individus capitalistes, soit aussi entre Etats capitalistes, et avant tout sous l'angle des avantages qu'il procure à la lutte contre les forces sociales progressives, contre le prolétariat et les autres couches du peuple laborieux.

Mais ce principe moral, ou pour mieux dire amoral, des gangsters impérialistes contemporains et de leurs prédécesseurs féodaux, peut-il être rattaché, de quelque manière que ce soit, à la définition léninienne citée plus haut de la morale communiste ?

Il importe, à ce propos, de rappeler un détail de l'histoire du mouvement ouvrier international des années 1870-1880, à savoir la position prise par Marx

et Engels à l'égard des théories morales de l'anarchiste russe Bakounine.

D'après les préceptes du « Catéchisme Révolutionnaire », dont l'auteur était Bakounine lui-même (11), le révolutionnaire doit s'affranchir de tous scrupules moraux. La cause de la Révolution justifie tous les moyens employés pour sa victoire. Le révolutionnaire doit « de toutes ses forces et par tous les moyens contribuer au développement et à l'expansion de toutes les misères et de tous les maux qui doivent finalement épuiser la patience du peuple ». Il ne doit pas répugner à se servir des individus les plus douteux. Au contraire, s'ils disposent de relations, d'influence, de force et de richesse, il doit « les exploiter de toutes les manières; il doit les circonvenir, les embrouiller, les désorienter, et, après s'être introduit dans leurs sales secrets, faire d'eux ses esclaves », « les compromettre en sorte qu'il leur devienne impossible de revenir en arrière ». Le révolutionnaire doit « se déguiser et se montrer comme quelque chose de tout à fait autre qu'il est » (12). Bref, Bakounine donne au révolutionnaire, qui doit mobiliser, organiser et diriger les masses populaires, la physionomie d'un mouchard. On

(11) Voir E. Yaroslavski, « L'Anarchisme en Russie », Moscou 1939, p. 20-21.

(12) Les citations du « Catéchisme Révolutionnaire » sont prises dans l'édition russe des Œuvres Complètes de Marx et Engels, tome XIII, livre 2, dans les Documents relatifs au Congrès de la Première Internationale à La Haye en 1872; le « Catéchisme » figure *in extenso* dans ces Documents.

est involontairement tenté d'établir certains parallèles historiques quand, en lisant le « Catéchisme Révolutionnaire » de Bakounine, on compare certaines de ses thèses avec les moyens et les procédés qu'emploient, dans la lutte contre la Yougoslavie nouvelle, les états-majors du Parti et de l'Etat des pays du Kominform.

Marx et Engels traitèrent Bakounine de « jésuite de la Révolution », et sa théorie morale de « comble d'amoralisme bourgeois ». Parlant de l'activité de l'organisation anarchiste de Bakounine, l'« Alliance de la démocratie socialiste » en général, et en particulier du « Catéchisme Révolutionnaire » en question, ils écrivaient en 1873 :

« Quelques échantillons nous ont déjà suffi pour nous faire un jugement sur cette morale « allianciste », dont les dogmes sont d'origine tout à fait chrétienne et ont été élaborés au dix-septième siècle, en premier et avec tout le soin voulu, par les escobars. L'Alliance n'a fait que pousser à fond son caractère, et a mis, à la place de la Sainte Eglise catholique, apostolique et romaine des Jésuites, son archi-anarchiste et omni-destructrice « sainte cause révolutionnaire ». Le Catéchisme Révolutionnaire est le code de cette morale, exposée cette fois-ci systématiquement et tout à fait franchement. » (13).

(13) Marx et Engels, Œuvres (en russe), tome XIII, livre 2, p. 623.

Marx et Engels s'opposaient encore à Bakounine dans une série de questions concrètes, qui toutes se rattachaient plus ou moins à ses conceptions morales. C'est ainsi qu'ils prirent position contre ses tendances à construire la politique du mouvement ouvrier international sur des inventions pures et simples, sur des données non vérifiées, et même fantasques, concernant l'état du mouvement révolutionnaire en Russie. Les deux grands fondateurs du socialisme scientifique condamnaient le pragmatisme politique de Bakounine, et cette absence de principes qui le faisait s'adresser tantôt aux éléments crapuleux du Lumpen-prolétariat, « au monde audacieux des bandits », prétendant reconnaître en eux l'incarnation de la conscience du peuple russe, tantôt aux descendants « purement russes » de Rurik, c'est-à-dire à la noblesse féodale, l'appelant à lutter contre l'absolutisme « germanique » des tsars et pour ses anciens privilèges dont elle avait mérité la sauvegarde par un fidèle service dans la lutte contre les paysans révoltés, contre les Polonais, etc., et tantôt aux officiers de l'armée du tsar, en entonnant des hymnes panslavistes sur la profonde contradiction entre l'amour russe, l'amour panslaviste de la liberté et le système féodal qu'il prétendait avoir été introduit en Russie par les Allemands et les Tartars (14). Marx et Engels prenaient position contre l'interprétation exclusiviste donnée

(14) Marx et Engels, Œuvres (en russe), tome XIII, livre 2, p. 614-615 et 628-629.

par Bakounine au mot d'ordre « Qui n'est pas avec nous est contre nous », contre sa conception d'après laquelle l'unité de pensée et d'action dans le mouvement ouvrier devait s'exprimer « dans un dogmatisme et une obéissance aveugle » aux « représentants privilégiés de l'idée révolutionnaire »; à cette conception de l'unité de la pensée et de l'action tout à fait conforme au précepte jésuite *perinde ac cadaver*, Marx et Engels opposaient l'unité de la pensée et de l'action qui s'édifie « par le moyen de la propagande, de la discussion et de l'organisation déclarée du prolétariat. » (15).

Dans toute une série de documents sur l'activité de Bakounine publiés par la Première Internationale, et dont les auteurs sont soit Marx, soit Engels, soit tous les deux ensemble, il est constamment rappelé que « l'Internationale demande à ses membres la reconnaissance de la vérité, de la justice et de la morale comme fondements de leur conduite, tandis que l'Alliance impose à ses adeptes, comme première obligation, le mensonge, l'hypocrisie et la fourberie. » (16).

Quand, à l'occasion de la fondation de la Première Internationale, en 1864, le débat s'engagea sur ses Statuts provisoires, l'auteur du projet des Statuts, Karl Marx, s'opposa aux propositions des éléments à

(15) Ibid, p. 551 et 587.

(16) Ibid, p. 476 et 496.

tendances proudoniennes, d'introduire dans les Statuts, de façon tout à fait abstraite, des mots comme « vérité », « justice », « morale », etc. (17). Cette invocation abstraite de concepts moraux allait à l'encontre de la conception concrète et de classe que Marx avait de la morale. Mais en revanche, Marx aussi bien qu'Engels invoquaient opiniâtement les dispositions correspondantes des Statuts quand ils tentaient de faire adopter par le mouvement ouvrier international des conceptions de la morale soi-disant révolutionnaires, et en réalité archi-bourgeoises. Ils s'opposaient résolument à ce que le mensonge, l'hypocrisie et la supercherie servissent de bases aux relations mutuelles entre les hommes qui s'unissent pour atteindre des buts de progrès social. Ils s'opposaient résolument à ce que le mouvement ouvrier international héritât tout uniment de toutes les règles de conduite d'une classe *déchue*, alors que ce mouvement doit, en vérité, être l'héritier légitime *seulement* de ce qu'il y a, dans le développement progressif de l'humanité, de plus positif, de plus durable, de plus noble.

L'attitude de Marx et d'Engels en présence des conceptions morales de Bakounine était une attitude de principe devant la question de la vérité et du mensonge dans le mouvement ouvrier.

(17) Voir la lettre de Marx et Engels du 4 novembre 1864 dans la « Correspondance de Marx et d'Engels » (en allemand), Moscou 1937, tome III, p. 237.

On pourrait objecter : comment peut-on exiger du mouvement ouvrier, dans les conditions de la lutte de classes, une attitude de principe dans la question de la vérité et du mensonge ? Est-ce qu'on peut exiger, du révolutionnaire prolétarien, l'« amour de la vérité » et l'« honnêteté » : alors qu'il se trouve, par exemple, face à face avec l'ennemi de classe et que son « honnêteté », son « amour de la vérité », peut coûter cher à d'autres participants du mouvement révolutionnaire, et porter un grave tort à tout le mouvement ?

Déjà le vieux Socrate, dans le dialogue avec Euthydème que lui attribue Platon, qualifiait d'injustes et immoraux les actes qui sont accomplis envers des amis avec l'intention de leur porter tort. Cet apophtegme de Socrate, à vrai dire, fleure un peu le relativisme, mais il ne manque pas de sens dialectique. Par la logique de la lutte des classes, l'« honnêteté » et l'« amour de la vérité » devant l'ennemi de classe équivalent *simultanément* à un mensonge, à une malhonnêteté et à une félonie envers le mouvement révolutionnaire, envers la cause du progrès en général. La valeur morale objective d'une tenue courageuse et d'une résistance sans faiblesse dans la défense d'un mouvement révolutionnaire, donc *progressiste* face à l'ennemi de classe, est parfaitement évidente. Cette tenue-là, cette défense-là de la cause du progrès, ont toujours trouvé l'approbation morale des masses populaires.

Cet exemple, dont s'emparent le plus volontiers les relativistes moraux dans le mouvement ouvrier, ne contredit en rien nos thèses générales : bien au contraire, il met on ne peut mieux en relief l'unité du relatif et de l'absolu dans la morale.

L'opposition établie par Marx et Engels entre la vérité et le mensonge répond à une question d'une importance considérable, et qui devait inévitablement se poser à l'ordre du jour dès l'instant où l'on procédait à l'organisation de la classe ouvrière à l'échelle internationale : ce qui est en cause, ce sont les rapports à l'intérieur même du mouvement ouvrier révolutionnaire, les rapports entre les partis révolutionnaires. Leur adversaire était en l'occurrence un homme qui introduisait dans le mouvement ouvrier la morale d'un propriétaire individuel, plaçant son prestige personnel très haut au-dessus des intérêts communs du mouvement : « Il considère les succès du mouvement général comme un malheur si le mouvement ne courbe pas la nuque sous le joug de sa secte », disaient de lui Marx et Engels (18). Des mobiles individualistes et ambitieux conditionnaient aussi les *moyens* dont se servait Bakounine. Et de là découlait, pour Marx et Engels, une importante question de principe : est-ce que la politique d'un mouvement social progressiste peut être fondée sur les mensonges,

(18) Marx et Engels, Œuvres (en russe), t. XIII, l. 2, p. 327.

l'hypocrisie et les supercheries ? A cette question, Marx et Engels répondent négativement. Aujourd'hui, après plus de soixante-dix ans, la même question réapparaît dans toute son acuité devant le mouvement ouvrier international. C'est ce qui rend si actuelles ces thèses de Marx et d'Engels, datant des années de la lutte contre le bakouninisme dans la Première Internationale.

Nous avons dit plus haut que la lutte des forces sociales progressives contre l'ordre ancien est toujours une lutte entre la vérité et le mensonge au sens le plus profond de ces mots, une lutte entre ce qui grandit et devient de plus en plus la vérité, et ce qui n'est plus que survivance et devient de plus en plus la contre-vérité.

Tout mouvement social progressif naît de la réalité sociale, de ses contradictions insurmontables, il agit au nom des tendances internes de cette réalité, au nom des tendances que représente la classe nouvelle, progressiste. Les arguments avec lesquels le mouvement progressif attaque les représentants réactionnaires de la vieille société lui sont fournis par la réalité même, avec ses contradictions intrinsèques qui éclatent au grand jour avec d'autant plus d'évidence que le vieil ordre de choses est plus suranné. Le mouvement progressiste n'a pas besoin de défigurer la réalité, de solliciter abusivement les faits : il a besoin de généraliser avec le maximum possible de fidélité le témoignage effectif des réalités, il a be-

soin de la vérité la plus complète possible. C'est pourquoi l'esprit de progrès et l'amour de la vérité sont si indissolublement liés à travers toute l'histoire de la pensée sociale.

S'il est une période à laquelle cette exigence s'impose plus qu'à toute autre, c'est bien la période des luttes d'émancipation du prolétariat au cours de laquelle le prolétariat, à la tête de toutes les autres masses laborieuses de la ville et des campagnes, renverse le dernier ordre social fondé sur l'exploitation. Auparavant, la Révolution c'était la substitution, à un ordre, d'un autre ordre, certes supérieur et plus progressif, mais lui aussi fondé sur l'exploitation et l'oppression; c'est pourquoi, entre autres raisons, les intérêts de classe des forces sociales, même les plus progressives, rendaient impossible la reconnaissance, voire même la connaissance de la pleine vérité sur la réalité sociale. Le prolétariat, lui, crée par sa victoire la base politique et sociale de sa propre négation comme classe, la base de l'édification d'une société sans classes, la base de l'abolition de toute exploitation des travailleurs et de toute oppression des peuples. C'est pourquoi, dans sa recherche et sa connaissance de la vérité le prolétariat n'est limité par aucune raison de classe. De sa lutte est issue la doctrine la plus juste sur la société et ses lois, le marxisme-léninisme, fondement idéologique de toute la stratégie et de toute la tactique de l'avant-garde prolétarienne.

« La doctrine de Marx est toute-puissante, parce qu'elle est juste » : ces mots extraits de l'article de

Lénine « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme » ont une immense portée de morale politique. C'est l'exactitude, c'est la vérité de l'enseignement de Marx qui a rendu possible son triomphe dans le mouvement ouvrier international, qui a fait de lui une véritable force matérielle capable d'abolir l'exploitation et l'oppression en général et de construire la société sans classes. Le mouvement ouvrier international puise sa force dans la vérité marxiste-léniniste, dans l'amour de la vérité qui inspire ses attitudes devant la réalité, devant les faits, et il la perd quand il s'écarte de cette vérité, de cet amour de la vérité.

« Le peuple doit avant tout et par-dessus tout connaître la *vérité*, il faut dire au peuple toute la vérité », disait souvent Lénine (19). Dans l'introduction de son ouvrage inachevé « Statistique et sociologie », Lénine, en 1917, soulignait particulièrement la réalité, l'état de fait, « les faits exacts, les faits incontestables », comme base de la politique révolutionnaire de la classe ouvrière :

« Pour que cela soit réellement la base, il est nécessaire de prendre non pas les faits séparés, un par un, mais *tout l'ensemble* des faits qui se rapportent à la question examinée, *sans une seule exception*, sous peine de faire naître

(19) Lénine, *Ouvres (en russe)*, 3^e édit., tome XXI, p. 36.

inévitablement le soupçon, et le soupçon pleinement justifié, que ces faits ont été choisis ou rassemblés arbitrairement, qu'au lieu de la liaison objective et de la dépendance mutuelle des phénomènes historiques dans leur totalité on nous sert un pot-pourri « subjectif » pour justifier peut-être une sale cause. Et cela arrive... plus souvent qu'il n'y paraît »(20).

La coïncidence des buts du mouvement ouvrier international avec les tendances les plus progressistes de la *réalité* sociale elle-même conditionne le profond attachement à la vérité qui caractérise sa politique. La vérité l'anime, le mensonge l'entrave et le freine — voilà ce qui fait l'importance morale de l'attachement à la vérité dans la politique communiste.

Il en est tout autrement de la politique de la réaction sociale. La politique de la réaction sociale est calculée pour la défense de ce qui dans le monde réel a perdu ou est en train de perdre sa justification, de ce qui devient de plus en plus contraire à la vérité. Un ordre qui doit disparaître de la scène de l'histoire parce que de nouvelles forces sociales ont atteint leur maturité, et parce que sont créées les conditions d'un ordre social supérieur et plus avancé, ne peut pas se défendre avec les arguments de la réalité, avec les arguments des faits. bref, avec la vérité. Toute l'évolution réelle parle contre la réaction. La

(20) Recueil Lénine, Moscou 1937, t. XXX, p. 303.

Approved For Release 2006/12/11 : CIA-RDP83-00415R007200140014-1

vérité s'identifie avec la justification des aspirations et des luttes des forces progressistes, révolutionnaires. C'est pourquoi la réaction, dans sa politique, dans sa propagande et son agitation, est obligée de déformer la réalité, d'estropier les faits, de les arranger et de les métamorphoser au gré de ses visées anti-populaires et contre-révolutionnaires. Le mensonge, l'hypocrisie, la fourberie et la supercherie — voilà les instruments qui conviennent à une politique réactionnaire. Le désir de maintenir *à tout prix* le vieil ordre social « consacré par Dieu », de justifier *coûte que coûte* l'exploitation et l'oppression des larges masses populaires, a engendré tout au long de l'histoire le principe moral fondamental de toute réaction sociale, la devise jésuitique selon laquelle « la fin justifie les moyens ».

Voilà pourquoi Marx et Engels appelaient la théorie morale de Bakounine « le comble de l'amoralisme bourgeois », opposant à la politique de la bourgeoisie réactionnaire, qui se fonde sur le mensonge, la politique du prolétariat révolutionnaire, qui repose sur la vérité, et qui par là même est morale au sens le plus profond de ce mot.

Approved For Release 2006/12/11 : CIA-RDP83-00415R007200140014-1

III

A la lumière de ce qu'ont dit Marx et Engels et Lénine de la conduite et des manières d'agir qui correspondent aux intérêts de la lutte révolutionnaire du prolétariat et des autres masses laborieuses, de la vérité et du mensonge en politique, bref, de la morale communiste, il est possible de porter un jugement sur le comportement et les façons d'agir qui caractérisent la campagne du Kominform contre le Parti Communiste de Yougoslavie, contre ses chefs et en général contre les peuples yougoslaves, contre leur passé récent et leur présent, et même contre leur avenir.

Ce qui, dès les premières lettres du Comité Central du Parti Communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. du 27 mars et du 4 mai 1948, a déterminé l'attitude négative de tout communiste yougoslave honnête à l'égard de ces lettres, c'était l'oubli désinvolte, la déformation et la dénaturation de faits qui sont évidents pour le plus humble participant de la Guerre de

Libération Nationale de Yougoslavie et le plus modeste citoyen yougoslave. Une telle manière de procéder à la « critique » des fautes des dirigeants du Parti yougoslave et de l'Etat yougoslave ne pouvait pas ne pas provoquer dès le début la méfiance quant aux mobiles qui animaient les « critiques ». Invités à se critiquer eux-mêmes et à s'accuser aussi, et même *avant tout*, de choses qu'ils n'avaient jamais commises, les communistes yougoslaves accueillirent cette exigence en se conformant à ce magnifique aphorisme du grand démocrate et penseur russe Biéliniski (dans une lettre à Gogol) :

« Si un homme qui frappe son prochain sur la joue provoque l'indignation, un homme qui se giffe lui-même inspire le mépris. »

Même s'il y avait réellement eu une bonne intention de prêter assistance, en telle ou telle chose, au Parti Communiste de Yougoslavie et à ses chefs, *cette manière-là d'engager la critique aurait été le plus sûr moyen de manquer le but proposé, de déplacer toute l'affaire du plan de l'essentiel et du principal au plan de l'insignifiant et du secondaire. Mais si la bonne intention avait réellement existé, les moyens employés auraient été tout autres.*

Dans le troisième numéro de 1948 de la revue soviétique « Questions de Philosophie », a été insérée une étude intitulée « Lénine et Staline et la forme étatique de la dictature du prolétariat », par

D. I. Tchesnokov. L'auteur s'attache à y démontrer, entre autres, que le caractère social des Etats de démocratie populaire représente des formes spécifiques de la dictature du prolétariat. Et bien entendu, pas un mot pour rappeler que c'est justement ce point de vue que les dirigeants du Parti Communiste de Yougoslavie défendent depuis longtemps, tandis que les chefs communistes de certains autres pays, et même les économistes, juristes et simples publicistes soviétiques, se faisaient champions de toutes sortes de théories non marxistes sur la démocratie populaire, exhaustivement réfutées par notre camarade Edvard Kardelj dans son étude « De la Démocratie Populaire en Yougoslavie ». S'appuyant sur la Résolution de Bucarest du Kominform, Tchesnokov, dans son étude, qui ne laisse certes pas d'avoir des prétentions scientifiques, affirme ce qui suit :

« La trahison que la clique de Tito a commise contre la cause du communisme, contre la cause de l'internationalisme socialiste, est liée avant tout au fait que Tito et sa clique ne reconnaissent pas le rôle directeur de la classe ouvrière, qu'ils délayent le Parti de la classe ouvrière dans le Front Populaire, qu'ils ne reconnaissent pas le rôle de direction de la grande Union Soviétique » (21).

(21) Revue « Voprosy Filosofii », Moscou 1948, vol. 3, p. 66-67.

On a dans cette affirmation un modèle de cette manière de tirer des conclusions de prémisses arbitraires, qui caractérise, dans leur argumentation et leurs démonstrations, toutes les entreprises anti-yougoslaves des adeptes du kominform.

En réalité, on pourrait aujourd'hui parler de deux Yougoslavies.

Une Yougoslavie existe en réalité : c'est celle qui est issue de la Guerre de Libération Nationale de 1941-1945, dans laquelle le rôle de mobilisateur, d'organisateur et de conducteur des masses populaires yougoslaves a incombé au Parti Communiste de Yougoslavie, à son Comité Central avec le camarade Tito à sa tête. Dans cette guerre, le peuple de Yougoslavie a conquis les armes à la main — par la voie révolutionnaire et dans les conditions particulières de la grande guerre contre la coalition hitlérienne — toutes les principales conditions politiques préalables de l'édification du socialisme. Au cours même de la guerre ont été installés les organes du nouveau pouvoir, du pouvoir du peuple laborieux avec la classe ouvrière en tête. La fin de la guerre venue, ce pouvoir a remplacé dans tout le pays l'ancien pouvoir des capitalistes et des gros propriétaires terriens, que l'occupant étranger fasciste avait utilisé à son profit dans les années de guerre. Par l'expropriation des entreprises économiques capitalistes — commencée en 1944 par la décision du Présidium du Conseil Antifasciste de la Libération Nationale de Yougoslavie

(AVNOJ) sur la nationalisation des biens de tous les traîtres et collaborateurs, et terminée par la deuxième Loi de nationalisation en 1948 — toutes les positions-clés de l'économie nationale sont passées aux mains du peuple travailleur. De la sorte a été rendu possible le passage à l'économie socialiste planifiée, dont le but immédiat est la construction du socialisme en Yougoslavie. La politique de limitation et de refoulement des éléments capitalistes au village a été inaugurée dès 1945 par la Loi sur la réforme agraire, et poursuivie par une série de mesures restrictives du pouvoir contre les riches villageois, et surtout par les encouragements et l'assistance donnés sous toutes les formes possibles à la coopération paysanne, par le rassemblement de la paysannerie laborieuse dans les coopératives de travail.

Tel est en raccourci le tableau de l'évolution sociale de la Yougoslavie nouvelle, le résumé du processus qui a commencé déjà pendant la guerre et qui — *sans changer sa direction* — se poursuit encore aujourd'hui. Telle est la Yougoslavie réelle, accessible aux sens et à la raison de tout homme normal.

L'autre Yougoslavie est le fruit de la fantaisie kominformienne. On parle d'elle dans les colonnes de la presse kominformiste, sur les antennes de la radio de Moscou, de Budapest, de Bucarest, etc., et aussi dans les notes soviétiques au Gouvernement yougoslave. Cette Yougoslavie-là a été construite sur des

hypothèses et des postulats auxquels leur divorce d'avec la réalité yougoslave confère le caractère de véritables acrobaties scolastiques

Premier postulat : la lutte de libération nationale en Yougoslavie a eu principalement le caractère d'un déchaînement de forces élémentaires ; le Parti Communiste de Yougoslavie et ses chefs n'y ont pas eu davantage de mérite que n'importe quel autre parti communiste de n'importe quel pays voisin ; les dirigeants actuels de l'Etat et du Parti en Yougoslavie sont parvenus à leurs postes de direction exclusivement grâce à l'Union Soviétique et à son Armée ; il s'ensuit qu'en conclusion un tel Parti, et les chefs que le hasard lui a donnés, ne sont *naturellement* pas capables de se faire une idée de l'expérience d'édification socialiste de l'U.R.S.S., formulée dans les œuvres de Lénine et Staline, ni de diriger avec succès la construction du socialisme dans les conditions concrètes de leur pays.

Deuxième postulat : les éléments capitalistes croissent en Yougoslavie, et cela non seulement à la campagne, mais aussi dans les villes ; la direction trotskiste du Parti Communiste de Yougoslavie se refuse à reconnaître le rôle directeur de la classe ouvrière dans la révolution et dans l'édification socialiste ; elle dilue le parti révolutionnaire prolétarien dans un impersonnel Front Populaire, point de rencontre opportuniste avec la bourgeoisie et la petite bourgeoisie ; il s'ensuit que, *naturellement*, elle n'entreprend rien pour

chevik) de l'U.R.S.S., il n'était encore question que de quelques marxistes douteux dans la direction du Parti Communiste de Yougoslavie, devenus plus tard, en grandissant, la clique trotskiste de Tito, aujourd'hui est « évident pour tous » qu'on a affaire à une bande d'espions professionnels, de provocateurs et de fascistes, qui *depuis toujours* ont été au service de tout un lot d'officines impérialistes de renseignement ; c'est sur les instructions de ces officines qu'ils recrutaient des volontaires pour l'Espagne républicaine, et ils portent vraisemblablement même la culpabilité de la défaite de la démocratie espagnole ; c'est eux qui ont organisé le mouvement de libération nationale en Yougoslavie à seule fin de précipiter ensuite ce mouvement vers sa destruction, et c'est eux qui maintenant s'efforcent de renverser les régimes démocratiques dans tous les pays de l'Europe orientale et sud-orientale, voire même peut-être en Union Soviétique, d'assassiner leurs dirigeants et d'y restaurer l'ordre capitaliste.

Telles sont les métamorphoses de cette deuxième Yougoslavie, de ce « monstrueux pays » stigmatisé par Manouïlski, métamorphoses qui — grâce aux vastes ramifications de l'appareil de propagande du Kominform — sont « désormais bien connues du monde entier, de tous et de chacun », et auxquelles il ne manque qu'une chose : coïncider avec l'évolution *réelle* de la Yougoslavie dans ces derniers dix-huit mois.

enrayer le processus de croissance des éléments capitalistes, et comme la croissance non entravée des éléments capitalistes entraîne toujours et partout le danger de restauration capitaliste, il découle du postulat ci-dessus la conclusion que la Yougoslavie est condamnée, sous la pression de sa nouvelle bourgeoisie, à liquider toutes les acquisitions de la lutte de libération nationale, à se transformer en une république bourgeoise ordinaire, à perdre son indépendance et à devenir une colonie de l'impérialisme anglo-américain.

En vertu de ces déductions schématiques, la Yougoslavie a subi, en une année et demie, d'énormes changements intérieurs : on y trouve *déjà* liquidées toutes les acquisitions de la lutte de libération nationale et de la révolution socialiste ; elle est *déjà* passée dans le camp de l'impérialisme et *déjà* transformée en une ordinaire république bourgeoise, bien plus même, en un Etat de type fasciste-gestapiste. Ce dernier point est lui aussi une conclusion tout à fait naturelle, à partir du moment où il est postulé que ce processus de dégénérescence du Parti et de l'Etat yougoslaves est dirigé par des trotskistes.

En une année et demi, nous voilà parvenus au bout de la route tracée par la Résolution de Bucarest, et même plus loin. Nous pouvons maintenant nous retourner et jeter un coup d'œil neuf sur le chemin parcouru. Alors que, dans la première lettre du Comité Central du Parti Communiste (bol-

Dans son ouvrage « Sur la question du logement » (22), Engels écrivait en 1872-1873 ces mots d'une parfaite actualité :

« Si nous formulons nos hypothèses en sorte qu'elles contiennent déjà en elles-mêmes leurs conclusions, alors, bien sûr, il n'est pas besoin de plus de sagesse que n'en possède le premier charlatan venu pour sortir tout fait de notre poche le résultat préparé à l'avance, et invoquer l'irréfragable logique dont il est le produit. »

Afin que ne naisse aucun doute sur « l'irréfragable logique » des prédictions de Bucarest, il a fallu entreprendre toutes les mesures capables de susciter à la Yougoslavie les plus grandes difficultés économiques et politiques possibles, et démontrer pratiquement, par leurs effets, l'impossibilité de réaliser ses plans économiques. Par la non-exécution, puis la dénonciation des conventions commerciales, par la discrimination et le blocus économiques, par tous les moyens imaginables de pression économique et politique sur la Yougoslavie, il a fallu administrer la preuve que ce pays est absolument incapable par lui-même de construire le socialisme, qu'il est condamné à végéter sans débouchés sur l'avenir et qu'il doit inévitablement aboutir à l'effondrement économique et politique. Bref, la Yougoslavie, le seul pays

(22) Edition allemande, Berlin 1948, p. 10.

dont le peuple, après avoir chassé la bourgeoisie du pouvoir, eût mis en train la construction du socialisme, devait être *poussée* à s'engager sur la voie prédite par la Résolution de Bucarest. L'édification du socialisme dans un pays, quels que soient ses succès, est considérée comme un véritable malheur pour tout le mouvement ouvrier international, *pour autant* que cette édification ne se fait pas sous le contrôle direct et sous la direction des inspirateurs de la Résolution de Bucarest. La confusion, anti-léniniste et trotskiste, de deux notions aussi distinctes que, d'une part, la *pleine garantie* des acquisitions de la révolution socialiste contre l'intervention étrangère et la restauration capitaliste, et d'autre part, la *possibilité* de la construction du socialisme dans un pays qui dispose à cette fin de toutes les conditions naturelles, politiques et sociales requises — voilà ce qui a retrouvé droit de cité dans la presse communiste.

Les communistes yougoslaves ne se sont jamais imaginé que leur pays dût seul, par ses seuls moyens et ses seules forces, édifier le socialisme. Ils ont toujours vu dans la collaboration fraternelle avec l'U.R.S.S. une condition particulièrement propice à la construction du socialisme dans les pays qui accomplissent leur révolution socialiste après la victoire du socialisme dans l'Union Soviétique. Mais ils se représentaient cette collaboration comme une collaboration fondée sur des principes d'égalité en droits et d'assistance mutuelle, et non pas de soumission à sens

unique. Dans les conditions créées par la pression inattendue et monstrueuse du Bureau d'Information, les communistes yougoslaves n'ont point renoncé à leur but, la construction du socialisme en Yougoslavie, et d'autant moins qu'ils savent que leur pays dispose de toutes les conditions, tant naturelles que politiques et sociales, nécessaires et suffisantes pour ce travail d'édification. Ces conditions sont la variété et l'ampleur des richesses naturelles, le pouvoir aux mains du peuple laborieux, et la bonne orientation du Parti vers l'industrialisation et l'électrification du pays. Construire avec succès le socialisme dans un pays, c'est contribuer à l'affermissement des positions socialistes dans le monde entier. C'est forts de cette conscience que les communistes yougoslaves, de même que tous les travailleurs de Yougoslavie, s'acquittent de leur lutte et de leur labeur dans de dures circonstances.

Parce que les mesures de pression économique sur la Yougoslavie n'ont pas atteint le but désiré, les inspirateurs de la campagne anti-yougoslave ont recouru à de nouvelles méthodes de lutte, ou pour mieux dire à l'emploi intensifié des méthodes dont ils n'usaient auparavant que secondairement : des procédés de provocation politique. Et ils n'ont pas hésité, ce faisant, à mettre en jeu jusqu'au prestige du Gouvernement soviétique.

Bien que *rien, absolument rien, n'ait changé*, au cours de l'année et demie écoulée, dans la structure

intérieure, sociale et politique de la Yougoslavie, sauf que s'est notablement consolidé le secteur socialiste de l'agriculture, ils ont tout simplement proclamé la Yougoslavie Etat bourgeois avec régime de type fasciste-gestapiste. Cette affirmation gratuite a fourni la base « logique » qu'il fallait pour l'invraisemblable farce judiciaire de Budapest, qui entrera dans l'histoire comme le plus parfait modèle de machiavélisme, et dont le but était de justifier tous les actes anti-yougoslaves qui allaient suivre.

Toute la presse, la radio et jusqu'au film des pays du Kominform ont reçu pour tâche de démontrer que la Yougoslavie a totalement et définitivement dégénéré en Etat bourgeois de type fasciste, et la direction du Parti Communiste de Yougoslavie en état-major du fascisme yougoslave. Les économistes, les philosophes, les juristes, les historiens, les publicistes et les journalistes du pays du Kominform ne se sentent nullement troublés par le fait que dans cet Etat « bourgeois » dominent les rapports socialistes de production, que toutes les positions-clés de l'économie nationale se trouvent depuis longtemps aux mains du peuple, aux mains de l'Etat populaire, que les biens des capitalistes étrangers en Yougoslavie sont depuis longtemps nationalisés, etc... Ce n'est pas leur affaire de se demander si leurs pétitions de principes ne vont pas à l'encontre, soit de la réalité yougoslave, soit de la théorie marxiste-léniniste de l'Etat. Leur affaire, c'est d'écrire et de parler de

« l'irréfragable logique » des prévisions de Bucarest, dussent-ils sacrifier à cette logique les faits réels de la vie sociale yougoslave

Biéliniski, dans la lettre à Gogol que nous citons tout à l'heure, écrivait: « *C'est une grande vérité que, lorsqu'un homme s'adonne au mensonge, l'esprit et le talent l'abandonnent.* »

On ne peut pas ne pas se remémorer ces mots quand on lit tout ce qui s'est écrit ces derniers temps sur la Yougoslavie en U.R.S.S. et dans la presse Kominformiste des autres pays, tous ces articles standardisés, toutes ces « études » dépourvues de la plus élémentaire connaissance des choses dont elles traitent, et non moins dépourvues par conséquent d'esprit et d'originalité, articles et « études » dont les auteurs ne rivalisent que d'ingéniosité à inventer les invectives les plus grotesques pour en enrichir l'arsenal des « arguments » anti-yougoslaves. Pour cette campagne de mensonges et de calomnies sont également enrégimentés quelques-uns de ceux qu'on qualifie souvent « les ingénieurs en âmes humaines », des poètes, des écrivains, et la « Literatournaïa Gazeta », organe de l'Union des Ecrivains soviétiques, a même acquis sur ce douteux champ de bataille une gloire fort peu enviable. Une presse dont la tâche la plus sacrée devrait être de mettre en pratique les maximes de Lénine sur le devoir de dire au peuple la vérité, par-dessus tout et avant tout la vérité, prend peu à peu figure de ce que Balzac a appelé quelque part un bordel de

la pensée. Il n'y a, certes, pas lieu de s'étonner que les inspireurs et les représentants d'une telle presse évitent depuis quelque temps, aux tribunes internationales, tout débat sur les questions de conscience, de véracité et de bonne foi dans l'information, et que leurs positions à cet égard se rapprochent de plus en plus de celles des représentants de la grande presse impérialiste.

Comme nous l'avons vu, les organisateurs et les exécuteurs dans cette croisade *sui generis* contre le Parti Communiste de Yougoslavie et contre ses chefs se tiennent depuis longtemps déjà pour exempts de l'obligation de parler et d'écrire sur les problèmes et les faits réels, de maintenir la polémique sur le terrain des principes, de montrer le contradictoire tel qu'il est réellement et de critiquer ce qui est réellement, de sa part, erreur ou défaillance. Ils choisissent de préférence une voie bien plus facile, qui n'est point nouvelle, et encore moins honnête et propre : on impute à l'adversaire les intentions et les actes les plus monstrueux, on le présente aux masses comme l'incarnation de toutes les abominations de ce monde, on affecte une vertueuse horreur de ses desseins et de son comportement, bref, *on agonit et on démasque l'image qu'on a soi-même forgée de lui*, et, pour cela, on se sert de toutes les impostures possibles, on met en branle un puissant appareil de propagande et d'agitation, on empêche l'adversaire de dire son mot, on profite tant qu'on peut de l'infériorité relative des moyens qu'il a de

toucher l'opinion publique mondiale. Cette voie-là ne demande certes guère de perspicacité ni de génie. Lénine disait déjà, dans son ouvrage « La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky » :

« Attribuer à l'adversaire une sottise manifeste, et la réfuter ensuite — c'est la méthode des gens qui ne sont pas précisément intelligents. »

Il suffisait déjà de lire les premières lettres du Comité Central du Parti Communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S. pour y apercevoir clairement la tendance à qualifier d'avance tout essai de réfutation de leurs assertions comme un acte d'anti-soviétisme, comme une calomnie anti-soviétique. Cette tendance éclate aujourd'hui à tous les yeux. Se plaindre simplement des façons d'agir de tel ou tel représentant soviétique? Calomnie anti-soviétique! Démontrer, par des faits irréfutables, que telle ou telle accusation est sans fondement, que telle ou telle interprétation de l'histoire ou de l'actualité yougoslave est inexacte ou controvérsée? Calomnie anti-soviétique! Essayer de se défendre contre les plus criantes provocations ou insolences? Calomnie anti-soviétique et provocation! Cette tendance vient du fait que ceux qui la représentent ont depuis longtemps cessé de juger d'un regard critique leur propre activité et les conséquences qui en découlent, qu'ils ont complètement perdu de vue cette vérité cent fois proclamée, et que Lénine ne s'est jamais lassé de souligner, à savoir que *nul au monde ne peut compromettre les*

marxistes révolutionnaires, s'ils ne se compromettent pas eux-mêmes. Cette tendance vient du fait que ceux qui la personnifient -- le témoignage en est fourni par tout le cours de la campagne kominformiste contre le Parti Communiste de Yougoslavie -- règlent leur conduite sur la moralité d'une vieille fable d'Esoppe, résumée dans ce vers du fabuliste russe Krylov : « Face au fort, c'est toujours le faible qui a tort ». Il faudrait que les communistes yougoslaves se fissent semblables au Job biblique, qui frappé de tous les maux et de toutes les injustices possibles, ne fait que louer et magnifier la sagesse et l'infailibilité de Celui qui les lui envoie.

Il sort du cadre de cet article, et aussi des possibilités que nous avons de connaître l'état de fait, de rechercher les causes sociologiques profondes de tout ce qui est entrepris depuis un an et demi contre la Yougoslavie, de toutes ces monstrueuses méthodes de lutte contre un pays dont les peuples, et avec eux leurs chefs politiques, ont donné les preuves les plus éloquentes, les plus palpables, et au prix des plus dures épreuves, de leur dévouement à la cause de la solidarité internationale du peuple laborieux. Il est hors de doute qu'il faudra, tôt ou tard, que cette recherche soit faite, et il serait du plus grand profit pour tout le mouvement ouvrier international qu'elle fût faite, dans un esprit d'auto-critique, par ceux-là même qui inspirent ou qui exécutent l'actuelle campagne anti-yougoslave. A vrai

dire, il n'y a guère apparence d'espoir qu'ils le fassent jamais.

Mais il est des choses sur lesquelles il ne peut aujourd'hui y avoir aucun doute.

La politique que les partis et les gouvernements des pays du Kominform mènent contre la Yougoslavie, contre le Parti Communiste de Yougoslavie et contre ses dirigeants, est bâtie sur la défiguration de la nouvelle réalité yougoslave, sur la déformation des faits les plus évidents du récent passé et du présent yougoslaves, bref elle est basée sur le mensonge. *Pratiquement* cette politique se manifeste par un effort systématique pour entraver l'édification *socialiste* d'un pays qui dispose de toutes les conditions naturelles, sociales et politiques voulues pour cette édification. Les *mobiles* de cette politique ne sont pas, ne peuvent pas être les intérêts du mouvement ouvrier international ; ce qui l'inspire aujourd'hui, c'est entre autre le désir vaniteux de démontrer à tout prix — fût-ce au prix de la destruction des positions socialistes conquises dans un pays, voire dans une série de pays — l'« irréfragable logique » de la Résolution de Bucarest et l'« infaillibilité » de ses auteurs. Les *moyens* dont il est fait usage à cette fin ne peuvent correspondre qu'à des causes qui n'ont rien de commun avec le progrès général de l'humanité. Ces moyens insultent aux règles les plus élémentaires des rapports mutuels entre les hommes ; plus encore, ces moyens sont la négation de toute morale humaine,

le triomphe de la casuistique jésuite, du relativisme et du pragmatisme en morale.

Si nous cherchons à porter un jugement sur la morale de la politique koininformiste selon l'esprit léniniste, c'est-à-dire en partant de l'idée que *la morale sert à faire progresser la société humaine, à la libérer de l'exploitation*, la question se pose concrètement ainsi : *est-ce que, oui ou non, une semblable politique contribue à nous rapprocher de ce grand but éthique ? Il est clair aujourd'hui pour tout communiste honnête que la réponse à cette question ne peut être que négative.*

Denis Diderot, le grand penseur français du XVIII^e siècle, réfute, dans son ouvrage « Le Neveu de Rameau », l'opinion d'un ministre réactionnaire absolutiste selon laquelle rien n'est plus profitable aux peuples que le mensonge, ni rien plus nuisible que la vérité. Diderot écrit :

« N'en déplaise au ministre sublime que vous m'avez cité, je crois que si le mensonge peut servir un moment, il est nécessairement nuisible à la longue, et qu'au contraire la vérité sert nécessairement à la longue. bien qu'il puisse arriver qu'elle nuise dans le moment. »

Ces paroles de Diderot s'appliquent entièrement à notre exemple. Si vrai qu'il soit que, par la mise en branle de tous les moyens de propagande et d'agitation, de pression matérielle et morale, on peut arriver

échec sérieux du mouvement révolutionnaire repousse la réalisation du but principal, qui est l'émancipation du peuple travailleur de l'exploitation, à un avenir toujours plus éloigné. Sans une étude consciencieuse des faits, il n'y a ni prévision scientifique marxiste-léniniste, ni direction judicieuse du mouvement; l'éducation des cadres dans le mépris des faits et de l'état réel des choses porte en soi de grands périls pour tout le développement à venir du mouvement.

Deuxièmement, le mensonge en politique, allant toujours de pair avec l'hypocrisie officielle, exerce sur les masses laborieuses un effet de démoralisation et de désorganisation. On connaît par la pratique de tous les jours l'étendue du mal que peut quelquefois faire, une seule information de presse, si le peuple s'aperçoit à l'évidence qu'elle est entièrement controuvée. Des dirigeants qui se montrent disposés, dans leur politique, à user des inventions les plus apparentes, des mensonges et des impostures les plus palpables, révèlent non seulement leur absence totale de scrupules envers l'adversaire, mais aussi le dédain où ils tiennent leur propre peuple, leur profond mépris des masses, le mépris du « surhomme » pour « la foule ». Comparant la politique de l'Etat soviétique et celle des dirigeants des pays capitalistes, le philosophe soviétique A. Y. Zis écrit dans son étude sur la morale communiste : « Une politique fondée sur la supercherie et la tromperie peut agir, et agit effecti-

à faire prendre un moment aux gens le blanc pour le noir et le noir pour le blanc le temps finit tout de même par venir où apparaît tout ce qu'ont de nuisible de pareilles pratiques. Le bâtiment qu'on édifie sur de telles fondations ne tarde pas à montrer de sérieuses lézardes. Rien au monde n'est plus dangereux que ce qui donne, où à quoi l'on donne, l'apparence du massif et qui, en réalité, est creux. Car — et c'est là ce qui est fondamental — il ne s'agit pas ici d'édifier un ordre social destiné tôt ou tard, par l'inéluctable évolution de l'histoire et sous la pression de forces de classes nouvelles et plus progressives, à devenir inévitablement faux et périmé et avant de quitter la scène du monde, à patauger dans les mensonges et l'hypocrisie. Il s'agit ici — pour la première fois dans l'histoire — de construire une société sans classes, une société communiste.

Une politique du mouvement ouvrier révolutionnaire en général, et en particulier une politique d'un Etat socialiste fondée sur des falsifications et des mensonges, est nuisible pour trois raisons.

Premièrement, sur la méconnaissance délibérée des faits, sur leur altération ou même leur totale falsification, il n'est pas possible de construire ni d'appliquer une stratégie ni une tactique scientifiquement fondées, logiquement déduites et assurant le succès. Un état-major révolutionnaire qui ne tient pas compte des faits, ou qui les arrange au gré de ses désirs, doit tôt ou tard essuyer de cuisants échecs. Et un

vement, de façon désastreuse sur la morale des hommes. » (23) Malheureusement, ce jugement parfaitement juste n'atteint pas seulement les dirigeants des pays capitalistes. Des procédés qui corrompent la conscience des hommes ne peuvent certes pas contribuer à la formation de l'homme nouveau de la société socialiste, à la réalisation des idéaux socialistes.

Troisièmement, admettre le mensonge, la déformation des faits et l'usage de faux dans les questions qui touchent aux principes de la politique, rend difficile ou même impossible la distinction du vrai et du mensonger; cela mine la confiance des masses laborieuses dans leurs dirigeants, et il en résulte que ceux-ci peuvent à un moment crucial perdre le soutien des masses. Le mensonge érigé en principe de politique rend impossible la découverte des défauts réels et leur différenciation de la calomnie pure, et cela conduit non pas au redressement des fautes et par conséquent au progrès du mouvement vers son but immédiat, mais à la stagnation et au piétinement sur place. De pareilles méthodes en politique ouvrent au véritable adversaire du peuple de larges possibilités de camouflage, de manœuvres sournoises, de feintes et de provocations. Il n'est pas nécessaire d'être génial pour apercevoir cela précisément par l'exemple de l'actuelle campagne du Bureau d'Information dont seule la réaction internationale tire avantage.

(23) Zis, « La morale communiste », Moscou 1943, p. 22.

Une politique fondée sur les mensonges et les impostures ne peut pas contribuer à élever la société humaine, à la débarrasser de l'exploitation. Bien au contraire, elle brise les liens entre les communistes et les larges masses laborieuses, elle discrédite les communistes aux yeux de ces masses, qui devraient pouvoir voir en eux et dans leurs actes l'anticipation, en quelque sorte, des vertus morales de l'homme nouveau, la personnification des plus nobles conceptions morales des hommes épris de progrès du passé et du présent. *C'est pour cela* qu'une telle politique est immorale, incompatible avec la défense des intérêts vitaux du peuple laborieux. La lutte contre une telle politique, où qu'elle se manifeste, la lutte pour une politique fondée sur le respect de la vérité, pour une politique bâtie sur la vérité, est l'une des principales obligations morales de tout communiste probe.

Chaque communiste yougoslave qui a parcouru le long chemin de nos luttes pour la formation d'un parti véritablement marxiste-léniniste, capable d'accomplir sa mission en prenant la direction du mouvement révolutionnaire du prolétariat et des autres masses laborieuses de Yougoslavie; chaque combattant de la Guerre de Libération nationale qui quatre années durant, entouré d'ennemis, au cœur de la forteresse hitlérienne, a fait honneur à son devoir internationaliste envers la lutte gigantesque du peuple soviétique, aussi bien qu'à son devoir

Approved For Release 2006/12/11 : CIA-RDP83-00415R007200140014-1

patriotique envers son propre pays; chaque travailleur yougoslave qui aujourd'hui, dans les conditions les plus dures et les plus inattendues, œuvre pour l'édification du socialisme dans son pays, avec la profonde conviction de contribuer ainsi au triomphe du socialisme dans le monde entier; chacun de ces hommes-là ressent en lui-même la satisfaction morale qu'a si magnifiquement exprimée dans son « Chrysanthème Blanc », l'écrivain slovène Tsanka :

« La fierté est dans mon cœur : en dépit de toutes semonces, de tous reproches, en dépit des risées, des insultes et des calomnies, ma vie entière, mon œuvre entière ont servi l'idée la plus haute : la vérité ! Ce que mes yeux ont vu, mon cœur ni ma raison ne l'ont caché ; et je ne l'aurais point caché quand même on m'eût payé de tout l'or des étoiles du firmament... Tant que je reste fidèle à la vérité, je reste fidèle à moi-même; tant que je travaille au nom de la vérité, mon travail sera fécond, et ne flétrira point du printemps à l'automne... »

Approved For Release 2006/12/11 : CIA-RDP83-00415R007200140014-1

Approved For Release 2006/12/11 : CIA-RDP83-00415R007200140014-1

Edité par « *Le Livre Yougoslave* »
30, rue Louis-le-Grand, Paris.

Imprimé par Imprimerie Richard
24, rue Stéphenson, Paris (18°)

Approved For Release 2006/12/11 : CIA-RDP83-00415R007200140014-1